COMMUNAUTÉ URBAINE MARSEILLE PROVENCE MÉTROPOLE

**DIRECTION DE LA VOIRIE ET DE L'ENTRETIEN
DES ESPACES PUBLICS**

CONVENTION TRANSACTIONNELLE

ENTRE :

- **La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole** représentée par Monsieur le Président de la Communauté Urbaine, Eugène CASELLI,

D'UNE PART

ET :

- **La Société SERI** sise 21 Rue du Sanital, 86 104 Châtelleraut, représentée par son Président Directeur Général, M. LAZUROWICZ Richard;

D'AUTRE PART

IL A ÉTÉ PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :

PRÉAMBULE

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole dispose d'un marché public n°06/028 ayant pour objet la fourniture et la pose d'obstacles anti-stationnement sur son territoire.

Ce marché à bons de commande, a été notifié le 10 Février 2006 à la société SERI, société mandataire du groupement titulaire : SERI / ITPR, avec les montants minimum et maximum suivants :

- montant annuel minimum fixé à 200 000 Euros T.T.C.
- montant annuel maximum fixé à 800 000 Euros T.T.C.

Passé pour une durée d'un an à compter de sa notification, renouvelable trois fois, ce marché a dû répondre, courant de sa première année d'exécution, à des besoins exceptionnels concernant la réalisation des travaux d'aménagement associés au chantier du tramway.

Dans ce contexte de forts besoins, des commandes ont été honorées par le prestataire, au-delà du montant maximum prévu contractuellement. Il s'en est suivi une impossibilité de paiement par le Comptable Public, dans le cadre de la procédure normale de règlement.

Afin de permettre le paiement de ces commandes, les parties se sont rapprochées tel que le préconise la circulaire NOR : PRMX9500645C du 6 février 1995, pour convenir d'un accord amiable dans le cadre d'un protocole transactionnel.

L'objet de ce protocole porte sur la somme globale de 127 438,15 Euros TTC correspondante au montant du dépassement. Sur une partie des factures à régler, des pénalités de retard sont dues par la société, pour un montant de 1732,17 Euros.

La société SERI ayant assuré ses missions et voulant faire valoir ses droits, a réclamé le paiement de ces prestations ainsi exécutées pour le montant sus-indiqué.

Compte tenu du retard de paiement engendré par ce dépassement, des intérêts moratoires sont dus au prestataire à hauteur de 25 543,66 Euros TTC.

Par courrier en date du....., la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a informé la société SERI d'une demande de négociation et de remise à hauteur de 20% du montant global prévu, soit 25 487,63 Euros TTC.

La société SERI, par courrier en date du..... a accepter cette remise, par conséquent, il est convenu qu'une déduction de 20% sera appliquée sur les montants susvisés.

CELA ÉTANT RAPPELÉ, IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

ART. 1 : OBJET DE LA TRANSACTION

Le présent protocole a pour objet de régler de façon contractuelle les conséquences du dépassement des commandes effectuées dans le cadre du marché 06/0028, relatif à la fourniture et à la pose d'obstacles anti-stationnement sur le territoire de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, et de mettre fin au contentieux en cours.

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, sur le fondement de l'enrichissement sans cause, accepte de verser à la Société SERI, les sommes dues au titre des dépenses qui ont été utiles pour la Communauté Urbaine, diminuées du montant global de la remise et des pénalités de retard aux factures litigieuses mentionnées en annexe.

ART. 2 : ACCORD DES PARTIES

Au terme de la transaction, la Communauté Urbaine réglera ainsi :

Au titre des commandes honorées : 127 438,15 Euros TTC.

Au titre des intérêts moratoires : 25 543,66 Euros TTC.

Ces montants seront diminués par une remise de 20% consentie par la société SERI, sur le montant global des commandes. Soit : 25 487,63 Euros TTC.

Le montant des pénalités dues dans le cadre des factures, objet de la présente transaction, s'élève à 1 732,17 Euros

Le montant total à régler, après remise et prise en compte des pénalités, est donc de 125 705,98 Euros TTC

Le paiement des sommes à régler au titre de la présente transaction sera effectué par le Receveur des Finances de Marseille Provence Métropole.

ART . 3 : EFFET DE LA TRANSACTION

La présente convention transactionnelle règle définitivement le différend de la situation qui est visée.

Cette transaction est réglée par les dispositions des Art 2044 et suivants du Code Civil et a autorité de chose jugée au sens de l'Art 2052 du Code Civil.

Fait à Marseille
Le

Pour la Société
SERI

Le Président de la Communauté
Urbaine Marseille Provence
Métropole ou
son Représentant